

## Note de lecture :

Saül Karsz (dir.), 1992, *Déconstruire le social. Séminaire I*, Paris, L'Harmattan

Par **Jonathan Louli**

Sociologue, anthropologue, travailleur social, formateur

<https://www.jlouli.fr/>



### **I) Présentation**

❖ Saül Karsz, « Déconstruire le social, donc... » p.9-21

#### **1) Mise en place (p.9-13)**

Il présente le séminaire, l'association Pratiques sociales, le livre, la démarche nécessairement générale et dialectique, vu comme il est difficile de saisir le social et comme cette recherche sera inachevée. Il y a une certaine unité entre les multiples points de vue et contributions, mais pas de « consensus mou » (p.13).

#### **2) La question sociale (p.13-18)**

L'enjeu de la « question sociale » du XIXème était de faire accepter « l'ordre bourgeois ». Aujourd'hui, les enjeux ont muté et il semble y avoir une multitude de questions sociales, une « *hétérogénéité des problèmes posés aux sociétés contemporaines* ». Ces diverses problématiques seraient les « *témoignages négatifs* » de ce qu'est le social (p.13-14). Il y a « *multiplicité de sens et de registres du social* », et même les institutions et professionnels qui s'en revendiquent n'en ont pas le monopole, le social peut avoir l'air diffus, « *hors rivage* » (p.15-16). Le social a l'air « *universel* » et pourtant il se manifeste essentiellement à travers ses « *spécialistes* », leurs « *spécialités* » et « *compétences* » : « *ce n'est pas là le moindre de ses paradoxes* ». Pourtant, l'auteur assure : « *le social existe, je l'ai rencontré* ». Mais que rencontre-t-on donc quand on rencontre le social ? (p.16).

Travail social est ainsi une curieuse expression : « *toute intervention – sanitaire, juridique, policière, clinique, religieuse, commerciale ou autre – s'inscrit nécessairement dans une société dont elle porte le sceau et où elle produit des effets sociaux qui dépassent de loin chaque "cas" particulier. Cependant, si tout travailleur est toujours social comme la neige est toujours blanche, comment se fait-il qu'il y ait des travailleurs sociaux proprement dits... ? Seraient-ils plus sociaux que les autres ?* » (p.17). Les sciences sociales, de même, ont bien du mal à définir leur objet (p.18).

Finalement, n'est-ce pas cela même la question sociale du XXe ? « (...) *La plus inquiétante des questions sociales contemporaines n'est-elle pas, précisément, celle de notre méconnaissance de ce que social veut dire, et donc de ce qui se joue effectivement dans chacune des questions sociales concrètes ?* » (p.18). Pas étonnant que les secteurs sociaux soient en « *crise ouverte ou larvée* », en effet : « *quand le social ne va plus, rien ne va... Même si, contradictoirement, c'est juste quand rien ne va que le social se trouve de plus en plus sollicité* » (p.18).

#### **3) Déconstruire le social (p.19-21)**

Il s'agit bien de « déconstruire », à savoir : « *Déconstruire, qui bien entendu n'a rien à voir avec détruire, veut dire mettre à plat, identifier des composantes et leurs articulations, définir. Retracer une histoire, repérer une trajectoire. Se plonger dans une logique, pour en saisir l'ordonnement, la causalité, les enjeux. Questionner les conditions de possibilité et d'émergence d'une réalité donnée (...) Déconstruire c'est poser d'emblée que son objet n'est ni naturel ni donné, mais nécessairement construit : il s'agit d'inventorier les matériaux ayant contribué à cette construction, de refaire à l'envers le processus aboutissant à la mise en place de cet objet. Remonter de l'évidence aux conditions qui la rendent aveuglante* » (p.19).

Il s'agit de « *vérifier s'il y a eu du social partout et toujours, vérifier si le social est effectivement universel et éternel (...)* » et s'il va continuer ou dépérir, afin d'élucider de quoi il est question avec ce mot (p.19). L'enjeu est d'être dans une « *double perspective : dans le social et sur le social* ». Travailler dans le social apporte un savoir d'expérience qui est un avantage et un inconvénient, il est concret mais contingent : « *la spécialisation*



*dans un domaine n'arme guère pour comprendre ce qui se passe ailleurs, et fait souvent succomber à la tentation d'exporter, sinon de plaquer purement et simplement des modèles efficaces du domaine connu dans les domaines inconnus... »*, et l'on questionne moins la définition, la constitution du domaine dans lequel on est. Tandis que travailler sur le social amène à se distancier de l'objet : *« travailleur sur le social revient à le déconstruire, afin d'en définir aussi rigoureusement que possible la nature, l'histoire, les pratiques, la puissance et les limites »*. Cela suppose d'organiser des aller-retour entre le *comment* et le *pourquoi*. (p.20). Qu'il soit difficile de dire et définir le social n'implique pas qu'il relève de *« l'indicible »*. Il faut développer à son égard une *« démarche dialectique »* (p.21).

## **II) Diagnostic du social**

❖ Christian Bachmann, *« Le social est-il en panne ? »* (p.25-34).

Il repart du constat de Karsz : *« le "social", ce n'est rien qu'un mot ; vide de tout sens précis, mais magique. Un mot qui se trouve générateur d'actions. Car un mot n'est jamais seulement un souffle de voix »* (p.25).

### **1) Le mystère du social 1990 : en gloire et en guenilles. (p.25)**

1.1. Le social rose (p.25)

Un social *« new look »* se développe dans les entreprises, en direction des exclus, hors les murs...

1.2. Le social gris (p.27)

En revanche, *« le social institué »* est plus en difficulté. Pendant les Trente Glorieuses, le social était encadré par un *« édifice étatique »* : *« service ministériel clairement identifié », « politique nationale parisiennement élaborée et pilotée depuis l'Avenue de Ségur », « instances administratives aisément repérables, et dont le pouvoir était incontestable (...) »*, professionnels et cadres avec diplômes d'État et conventions collectives... Avec la crise, *« l'Etat social-colbertiste »* s'est estompé dans les brumes (p.27).

Les conséquences de la crise sont *« un laminage des professionnels du social »* à travers un triple mouvement :

- *« bossardisation »* (du nom du cabinet-conseil Bossard) : *« développement "par le haut" d'une expertise échappant aux qualifications d'antan »*, et du secteur lucratif
- *« tucisation »* : multiplication de *« petits métiers faiblement protégés et pauvrement rémunérés »*
- *« dépression »* : les professions historiques du social (comme ailleurs) s'essoufflent

Dit autrement selon l'auteur *« si l'on excepte quelques chefs hautement qualifiés, et dont les fonctions sont stratégiques et politiques, nous pouvons affirmer que nous allons vers un social pauvre dans un monde de plus en plus riche »* (p.28).

### **2) Les pannes du social (p.28)**

2.1 Tout grippe... (p.28)

Il y a une *« panne politique »* (absence de grand projet politique porteur), une *« panne technique »* (la vérité est morcellée, n'est plus donnée par les sciences sociales), une *« panne gestionnaire »* (jamais le social n'a été autant demandé, nécessaire, mais en même temps aussi peu reconnu) (p.28-29).

2.2 Et il n'y a plus d'essence ! (p.29)

Les *« marques intellectuelles »* qui permettaient de fonder l'action hors du religieux ou du politique ont bougé, il y a une *« mutation de ces repères »*, qui a entraîné une *« débandade sans gloire »* (p.29-30). C'est le *« cœur »* (l'humanitaire et le caritatif) et le *« droit »* qui ont pris le relais : *« les dimensions intellectuelles en sont quand même bien courtes. Le pragmatisme est aux postes de commande. Voilà qui est parfait. Mais il ne mettra pas beaucoup d'essence dans le moteur du social »* (p.30).

### **3) Mais pourquoi cette panne ? (p.30)**



Après les années 1970, une « régulation » s'est cassée, elle était fondée sur : « la croyance en un progrès social continu », un « développement fordiste », un « social conçu comme une grande fonction nationale », et enfin sur « un humanisme critique » (p.30-31). Cet équilibre est rompu : « le social a des habits usés jusqu'à la corde » (p.31). La société a fortement évolué (emploi, familles, urbanité...), et se découpe entre « inclus », « exclus » et « reclus », repliés sur leur « mode de vie doucement narcissisant ». Globalement, « c'est la grande fermeture de l'Occident, laissant en dehors de la machine les banlieues et le Tiers-Monde (...) Une société de plus en plus riche, mais de plus en plus fragile » (p.32).

#### 4) Mais, où va-t-on ? (p.33)

Les modèles dominants restent ceux des années 1970. Il faut repenser l'organisation du travail, la professionnalisation nécessaire du social, la gestion budgétaire... Différentes alternatives apparaissent, en recherche... Ce qui se cherche là c'est une « téléologie » pouvant apporter le bonheur commun (p.33-34).

#### Discussion (p.35-38)

❖ Saül Karsz, « La panne est-elle sociale ? » (p.39-47)

#### 1) A propos du déploiement théorique de l'exposé de Christian Bachmann (p.39)

Il commence par questionner le rapport des travailleurs sociaux à la « théorie ». Chacun a des théories explicites (qu'il connaît comme telles) soit des théories implicites qui peuvent fonctionner comme des « dogmes » du fait de leur « allure évidente » : « le social reste d'autant plus mystérieux que le locuteur ou le praticien ne sont subjectivement pas au courant de ce qu'objectivement ils mobilisent (...) Soit chacun pense à partir de théories (plus ou moins explicites), soit les théories (implicites) pensent à la place de chacun » (p.40). Ainsi, « un des gravissimes problèmes du social en général, du travail social en particulier, n'est-il pas, justement, le refus de théorie explicite ? Cela se manifeste, notamment, dans cette curieuse représentation qui se réfère à des outils théoriques, qui voit dans les théories des outils, comme s'il s'agissait là d'instruments corvéables et malléables à merci, que l'utilisateur pourrait tordre à sa guise. Or, c'est plutôt le contraire qui se produit (...) Quand l'utilisateur tord les soi-disants outils théoriques, il est bien obligé de se contorsionner avec... » (p.40). Par ailleurs, « souvent, dans l'accent mis sur "ma pratique", c'est le possessif "ma" qui prime sur la "pratique" : il y est question, secondairement, de la pratique, et principalement de l'investissement narcissique du praticien » (p.41).

#### 2) Du travail social au social... (p.41)

Il est « impossible de comprendre le travail social si on reste enfermé dans la problématique interne à celui-ci, avec les risques de cécité corporatiste que cela implique. Après tout, c'est bien au sein d'une société donnée, elle-même située dans un système mondial, que le dit travail social intervient ». Celui-ci est donc inscrit dans « la dialectique complexe articulant, d'une part, sa ou ses problématiques internes et, de l'autre, les réseaux sociaux généraux (réseaux économiques, politiques et idéologiques) où il est de fait inséré » (p.41).

#### 3) Le social est un signifiant (p.42)

Il y a du « dire » et du « faire » mais il y a un certain écart entre les deux : « (...) tout se passe comme si, dans le social, ce qu'on en dit était essentiel, constitutif, constitutionnel, mais en même temps ce dire reste réhibitoire, singulièrement incomplet et frustrant, systématiquement en deçà de son objet » (p.42).

#### 4) Qu'en est-il de la panne du social ? (p.43)

Paradoxalement, les sciences sociales n'explorent pas le pourquoi du social, et le prennent comme un postulat : « Sur le social lui-même, les sciences sociales et humaines en disent très – très peu. Elles ont beaucoup à nous apprendre à propos et autour du social, mais guère sur lui. Le social y apparaît, peu ou prou, comme une donnée intangible, un fait naturel toujours-déjà-là (...) On peut y apprendre comment ça marche, mais guère pourquoi ça marche. Étonnant paradoxe : ce n'est apparemment pas dans les sciences sociales et humaines qu'on trouvera la définition du social ». Il faut se méfier : « moins on conçoit le social comme une construction historique périssable, définie à la fois par un avant où il n'y avait pas de social et par un après où il n'y en aurait plus (cet avant et cet après étant occupés par quelque chose de radicalement autre), et plus sa définition reste introuvable et impossible, comme c'est très précisément le cas de nos jours » (p.44).



Il s'avère que le social œuvre en fait au **bonheur**, tout simplement : « *si on parvenait à redéfinir, ici et maintenant, ce que serait le bonheur individuel et collectif, le social pourrait redémarrer... Il est ainsi rappelé que le social a partie liée avec le bonheur, et non seulement avec telle ou telle mesure matérielle. Les gens, les bénéficiaires, les usagers (usagés ?), les clients, les ayants droit n'attendent pas du social que des avantages financiers ou que des palliatifs matériels (...) Publics et intervenants touchent à la raison d'être du social : sa promesse laïque de bonheur-sur-terre et son opposition à la béatitude céleste (...) Or, le bonheur-sur-terre que le social promet sans cesse, c'est aussi ce que sans cesse il rate* » (p.45). Le bonheur est de ce point de vue une idée neuve mais aussi illusoire : « *car social ne veut pas dire simplement être en société, ce mot apparemment magique désigne très précisément ceci : "être dans la bonne société et y être comme il faut* » (p.45).

En somme, pour faire redémarrer le social, « *deux clés au moins sont indispensables. D'abord, un clé morale : la promesse proprement fantastique de bonheur-sur-terre. Ensuite, une clé théorique : le recours aux sciences sociales et humaines en tant que dispositifs particulièrement loquaces et efficaces quant au COMMENT du social, et singulièrement silencieux sinon muets quant à son POURQUOI* » (p.46). Ainsi, si le social est en panne, c'est un problème de structure et pas seulement de moyens : « *c'est une panne de structure, et pas seulement de moyens humains ou même matériels. Il y a peu d'argent, peu de ressources, peu d'équipements. Et aussi, peu de concepts. Cette panne concerne le sens, la définition, les composantes, la logique du social : rien de moins que sa raison d'être ! Ce n'est pas une panne, mais un gigantesque arrêt sur image* » (p.47).

### III) Le social d'entreprise

❖ Marc Launay, « Le social nous réunit-il ? » (p.51-61)

L'auteur cherche à montrer à travers ses expériences dans le social d'entreprise que famille, école et entreprise donnent à voir du *social* (le besoin de se réunir), lorsqu'un chantier se fait, se défait... Article très synthétique.

1. Trois histoires sociales (p.51-54)

- 1.1. Une famille à soi : il évoque ses formations sur la famille, le modèle familial bourgeois du XVIIIème
- 1.2. L'entrée en classe : il synthétise la construction historique de l'imaginaire scolaire
- 1.3. Des robots et des hommes : une diversité de formes renvoie à l'imaginaire entrepreneurial.

2. Le modèle de Taylor (p.54-55)

Taylor introduit la division entre conception et exécution des tâches. L'entreprise a donc une dimension sociale, une « *finalité précise* » car elle doit permettre aux ouvriers la reproduction de leur force de travail.

3. Le post-taylorisme (p.55-59)

Marketing et démarche qualité remplacent progressivement le productivisme, le taylorisme est remis en question, on a la volonté de « *produire mieux* », de gérer les « *ressources humaines* ». La syndicalisation et la conflictualité diminuent.

4. L'entreprise, un jeu complexe d'alliances internes et externes (p.59)

L'entreprise cherche continuellement à garantir sa propre cohérence par rapport à l'interne et l'externe.

5. Trois définitions (p.60-61)

Le social est « *une construction imaginaire agissante* » : école, famille et entreprise sont des mots qui renvoient à des faits et à des sens.

Il est un « *chantier en cours* » car « *tout se passe comme si la particularité du social était d'apparaître lorsqu'une construction (sociale) est à faire ou lorsqu'elle semble incomplète. Il se donne à voir avant ou après,*



*dans les interstices de l'école, de la famille et de l'entreprise. Mais dès que ce "chantier" est terminé, on a l'impression que le social est relégué ailleurs, sur un nouveau chantier... ».*

*Le social semble être ce qui nous réunit : « Jeu d'alliances, entre des hommes, entre des mots, le social est censé (nous) réunir. Et en (nous) réunissant il semble donc disparaître. Il réunit, il exclut également, et c'est souvent dans cette exclusion qu'il se donne à voir, un peu à la façon d'une présence dont on prend conscience lorsqu'elle n'est plus là (...) Construire le social, ou le défaire, c'est finalement développer la connaissance concrète de ce qui nous relie et nous sépare de l'Autre. Le social est bien une affaire éminemment complexe, incertaine, en devenir permanent. En ce sens il ressemble étrangement au langage » (p.61).*

## **Discussion (p.62-65)**

- Thierry Pillon : l'école est désormais connectée aux besoins des entreprises.

*« Articulée sur l'appareil de production, l'école dans sa forme moderne, laïque et obligatoire a un objectif clair et rationnel, bien que jamais totalement réalisé : connecter la formation sur les besoins globaux de la production (...) A cet égard, tout le système de formation est une immense machine à former et à distribuer des individus dans les secteurs les plus divers de la production, y compris dans la sphère du chômage (...) [L'école] a donc bien une réalité matérielle et opérationnelle évidente. Mais ces opérations ne s'effectuent pas dans la pure transparence de leurs objectifs et de leur fonctionnement. L'école est faite aussi de croyances, mythes, illusions, espoirs, parmi lesquels l'égalité des chances. Mythes cependant qui ne recouvrent pas d'un voile opaque la réalité de l'école : dans les discours tenus à propos de celle-ci, chacun dit en même temps et indifféremment ce qu'elle est et comment il se la représente... » (p.64).*

- ❖ Saül Karsz, « Questions sur le social d'entreprise » (p.66-80)

**Le social d'entreprise, c'est la gestion de tout le côté humain, non technico-productif. Il pacifie, de façon ambivalente, l'entreprise et mise sur les compromis entre tous : on peut étendre cette analyse au social dans l'ensemble du mode de production.**

1. Un cas singulier (p.67-69).

Le social se caractérise par des données intersubjectives et un contexte objectif. Les facteurs objectifs tout comme subjectifs ne suffisent pas, séparément, à rendre compte des choses sociales (p.67-68) : « *les critères strictement professionnels et institutionnels, autant que ceux, personnels et relationnels, effectivement essentiels, ne suffisent pas à rendre compte de ce que social veut dire* » (p.68).

Les données de contexte sont pourtant fréquemment déconnectées des pratiques : « *ces enjeux idéologiques et ces positionnements politiques, souvent désignés en termes de contexte ou d'environnement plus ou moins contraignants, ne feraient que surplomber en amont et en aval les pratiques concrètes du travail social : enjeux et positionnement sont supposés s'arrêter aux portes des pratiques, et n'y produire guère d'effets* ». Le « *but* », le « *sens* » des pratiques sont rarement « *explicités* », « *comme s'ils allaient de soi, ou comme si leur explicitation venait peu ou prou violer la virginité a-idéologique de la relation duelle et de l'écoute...* » (p.68).

Les professionnels adhèrent à « *l'imaginaire de la neutralité économique et politique du travail social* », cependant « *plus les agents du travail social adhèrent (éventuellement à leur insu) à cette représentation imaginaire, et moins ils sont armés – pratiquement, concrètement – pour faire face à des transformations qui, quoi qu'il en soit, s'effectuent avec ou sans eux...* » (p.68-69).

2. Le social d'entreprise : une construction réelle et imaginaire récente (p.69-72).

Lui parlerait plutôt d'**idéologie** que d'*imaginaire* comme le fait M. Launay (interv. précédente). Les « **facteurs psychologiques** » en sont une partie : « *les effets idéologiques se font sentir jusque dans les attitudes et les comportements, dans les pensées et les ressentis individuels et collectifs* » (p.70). En même temps, parler de « *facteurs psychologiques* » nécessite de préciser les choses.

En effet quant à l'entreprise, elle « *relève manifestement de la technique et de l'économie politique, sans pourtant s'y réduire : l'entreprise mobilise aussi de l'économie libidinale (...) L'entreprise ne se réduit pas non plus au travail productif, mais implique aussi un travail constant sur les représentations, les valeurs, les modèles* » (p.71).



Les entreprises « fonctionnent avec des machines mécaniques ou robotiques, et aussi avec des machines désirantes. Elles produisent des biens et des services tout autant que des hommes et des femmes sexués (...) C'est là le double aboutissement de la journée de travail : fabrication d'objets ou de services, et production de sujets humains qui y prennent part en même temps qu'ils s'y font prendre » (p.71-72). Par ailleurs, le symbolique s'ajoute à la production : « sans certains mots, sans certains mythes, sans certains modèles, il n'y a pas encore ou il n'y a plus d'entreprise ». Il y a un réel matériel mais également un investissement idéologique (imaginaire et symbolique) (p.72).

### 3. Deux signifiants imbriqués (p.72-75).

« Le facteur "humain" devient, dans l'entreprise, à la différence de l'atelier ou même de l'usine, un facteur de production (...) Le travail relativement délibéré et systématique sur les normes, valeurs, etc., marquerait donc une des frontières entre l'avant et l'après-entreprise, **c'est-à-dire le travail (du) social est une des conditions faisant qu'il y ait "entreprise"** » (souligné par l'auteur, p.73).

Le social d'entreprise peut apparaître à certains comme « de la poudre aux yeux ou de la pure et simple manipulation » mais il produit des effets réels là où interviennent les syndicats. Ces derniers se retrouvent cependant dans des positions ambivalentes : « toute avancée sociale, voire toute conquête sociale contribue aussi à la crise des organisations syndicales, en plaçant dans de sérieux porte-à-faux nombre de leurs revendications traditionnelles » (p.74). « Qu'on le regrette ou que l'on s'en félicite, le social d'entreprise place les organisations syndicales dans une position plus défensive qu'offensive » (p.75).

### 4. Structure du social d'entreprise : éléments d'analyse (p.75-78).

Le social d'entreprise doit être analysé comme diversité (p.75). Il y a cependant une grille de lecture commune à cette diversité : on ne parle pas de classes sociales mais de « partenaires sociaux », notamment lorsque ces acteurs sont « interpellé et mis en scène par le social ». Il y a donc une lecture spécifiquement « sociale » qui double la dimension technique et productive : « le social d'entreprise est un dispositif de lecture des rapports de production, de la vie interne et externe de l'entreprise, des changements possibles et des transformations possibles, en vue de la reproduction élargie de l'entreprise, à partir d'une perspective à dominante patronale ». Cette lecture a une dimension matérielle dans la mesure où elle implique un ensemble de pratiques (logement, formation, œuvres sociales...) (p.76).

Le social est un compromis : « il contre le patronat de droit divin en lui opposant la négociation ». Mais cela n'est pas aisé et ne change pas les choses radicalement : « c'est le patronat de droit divin qui peut être modifié : tâches d'ailleurs relativement difficiles dans un pays aussi "royaliste" que la France » (p.77).

Il y a donc une ambivalence fondamentale du social d'entreprise : « telle est donc, en résumé, la contradiction structurelle, constitutive et surtout pas purement empirique ou conjoncturelle, du social d'entreprise. Celui-ci consiste dans l'ensemble des conceptions, procédures et réalisations qui vise à introduire systématiquement l'humanisme sur les chaînes de production ». (p.78).

### 5. Restructurations syndicales et social d'entreprise (p.78-79).

Le social d'entreprise contribue donc à la baisse de la « conflictualité apparente » (les jours de grèves). Cela peut avoir une influence sur la baisse de la syndicalisation (p.78-79).

### 6. À propos des définitions du social (p.79-80)

Le social s'oppose au « droit divin » (p.79) mais se repose sur la « croyance laïque » en la négociation et le contrat entre égaux : « le social, qui ne repose effectivement pas sur la croyance divine, repose toutefois sur la croyance laïque dans les vertus du contrat civil... Le social est une histoire de mots, et aussi une histoire de fées » (p.80). L'image de l'entreprise s'est améliorée ces dernières années, peut-être sous l'effet du développement du social d'entreprise : « une certaine représentation satanique de l'entreprise n'a plus cours. Et c'est certainement tant mieux. Reste cependant à voir si elle n'a pas été remplacée par une représentation angélique... » (p.80).

## IV) Le social, côté psychanalyse...



- ❖ Pascal Martin, « Quelques pensées caricaturales pour faire avancer l'indécence » (p.83).

Il part de l'hypothèse que le social serait devenu un « *supermarché de la mimésis* » (p.84). Il faut d'abord retenir que « *si la psychanalyse est sur le registre de l'interpellation du "je", le social aurait plutôt tendance à interpeller le "nous"* » (p.84).

Le social a été inventé par l'homme « *pour tenter d'oublier qu'il est archaïquement un animal* », et par conséquent, ce qui est social c'est ce qui « *rassure l'homme quant à sa condition, ce qui le leurre sur son passé, son présent, son avenir. Le social est une supercherie nécessaire de l'homme par l'homme* ». Cependant le social s'est à ce point « *autonomisé* » qu'il tend à « *écraser* » l'homme, et met en place sa « *destruction* » (p.85). Nous avançons vers « *l'asservissement de la subjectivité par le social* » (p.86). Cela distend le lien et insécurise : « *plus on est protégé, plus la figure du risque que l'on va encourir est de l'ordre de la mort et de la catastrophe. Le désir de catastrophe est contenu dans le confort de notre civilisation* » (p.87). Le social est de plus en plus « *déconstruit* », « *étiré, fatigué, sans efforts pour soutenir le lien* », « *il lui faut du facile* » et il est donc en train de s'aseptiser : « *il est possible de nous faire confondre modernité avec démission. Ceci me fait craindre des lendemains aseptisés* » (p.88). On a tendance à plus facilement démissionner et s'en remettre aux spécialistes, ce qui inhibe le désir (p.89). Plus précisément, on veut tout savoir mais sans en payer le prix : « *l'homme social veut tout savoir, tout comprendre surtout (sur tout), sans trop avoir à en payer le prix. C'est peut-être bien le drame de ce corps social en décrépitude, il engage le désir de l'homme dans une voie sans issue, celle de la réponse à tout* » (p.89-90). Il faut donc « *oser aller au-delà du facile pour rencontrer l'autre dans la complexité de son devenir* » (p.91).

### **Discussion p.92-102**

La technologie moderne a produit pas mal de confort psychique, « *seulement, lorsque l'inconscient se met à trouver que c'est confortable, c'est la sieste... Or la quête de l'autre est exactement le contraire de la sieste, c'est une galère, ça se mérite et ça se travaille (...)* On ne paye pas une montée de violence inhérente à la souffrance et à la misère, mais inhérente à un confort psychique » (p.94). Discussion sur la condition subjective, les théories de Freud ...

- ❖ Saül Karsz, « Du social à la psychanalyse, et vice-versa » (p.103-121)

Les rapports entre social et psychanalyse doivent effectivement être interrogés. En effet, « *le fonctionnement d'une société, les rapports de production et la division du travail qui règnent mettent en œuvre une structure spécifique* », et celle-ci « *fait toujours l'objet d'une subjectivation, elle est investie par des sujets en chair et en os* » (p.103). « *La consistance matérielle et objective des structures sociales n'a d'égale que celle, également puissante, de l'appareil psychique* » (p.104). La psychanalyse interpelle également « *les théoriciens et les praticiens* » du « *social* », car ils sont des *sujets* : « *tout sujet se trouve toujours assujéti à un désir qu'il ne maîtrise pas (...)* » (p.104). En conséquence social et psychanalyse sont « *toujours-déjà* » liés l'un à l'autre : « *les rapports sociaux sont aussi peu explicables à partir de la structuration psychique d'un ou de plusieurs sujets, que cette structuration ne l'est à cause des rapports sociaux (...)* Mais, d'autre part, *les rapports sociaux et la structuration psychique, spécifiques et irréductibles l'un à l'autre, s'articulent bien chez les sujets socio-désirants que nous sommes... Ils n'existent pas chacun de leur côté* » (p.105).

1. Une stratégie discursive particulière (p.106)

L'exposé de P. Martin a sa propre logique car c'est celui d'un sujet qui parle.

2. Les origines du social (p.107)

Le social est certes « *une invention, une création* », mais il faut se demander « *pourquoi ce mythe est nécessaire* » (p.107). Il faut constater que « *c'est l'homme qui a inventé le social* », afin de réapprendre aux hommes à être humain – humain entendu comme « *manière de parler* », ou « *métaphore* » : « *homme n'est ni un concept ni une notion, mais un jugement moral. Il désigne un idéal* ». Autrement dit, le social est mu par l'idée que « *nos existences individuelles et collectives se doivent de coïncider davantage avec ce qu'elles sont supposées être* » (p.108). S'humaniser se confond donc a priori avec « *se moraliser* ». « *Or, qu'il y ait un devoir-être éternel qui dépasserait toute époque et toute condition sociale, un modèle intangible à travers les âges, une unité de mesure applicable partout et toujours, n'est-ce pas là le mythe religieux par excellence et tout à la fois une dimension structurelle du social (une composante principielle de sa définition) ?* » (p.109).



Être social ce serait être « en conformité avec les normes hégémoniques dans une société donnée » : « le social aurait-il les mêmes vertus que la musique, qui adoucit les mœurs (des classes sociales dites dangereuses) ? » (p.110). Le social renvoie à une société idéale : « **le signifiant social** aurait partie liée, non avec la société réelle et ses contradictions, ses oppositions et ses alliances, ni non plus avec les sujets réels, leurs clivages, leurs charges mortifères et leurs désirs fous de reconnaissance et d'amour. Le social concernerait la société idyllique (non contradictoire) où nous sommes supposés vivre et les sujets idéaux (non clivés) que nous sommes censés être » (p.111).

### 3. Psychogenèse, sociogenèse, histoire... (p.111)

Dans la psychogenèse, on voit le social comme conséquence d'une « agrégation » de sujets, et « le social s'avère socialement inexplicable » (p.111). Dans la sociogenèse, on a une approche « sociologiste » qui fait une trop grande part aux contraintes matérielles et objectives et pas assez au subjectif (p.112). Si peu d'explications s'avèrent convaincantes, c'est que « c'est, dans tous les cas, le postulat religieux de l'origine qu'il faut questionner » (p.113).

### 4. L'état du social (p.113)

Face aux problématiques actuelles, on considère que le social ne va pas bien. « Le discours apocalyptique paraît particulièrement de mise ; l'analogie avec le discours religieux ainsi que les références morales et éthiques, loin d'être un inconvénient, constituent une exigence tout à fait nécessaire » (p.113). Notre société réprime la parole, l'altérité, l'utopie, mais ces éléments ne vont pour autant pas disparaître car ils sont structurels : « quant aux utopies, une des plus percutantes de notre époque est justement celle qui consiste à croire qu'il n'y en a plus » (p.114). Pourtant, « même les technocrates rêvent. Beaucoup même ! ». En effet la technocratie a une dimension imaginaire, qu'il ne faut pas prendre au pied de la lettre sinon notre vision devient effectivement apocalyptique (p.115) : « ce n'est pas la réalité qui vacille, mais certaines de ses représentations » (p.116), ce qui génère un « mal de vivre » car « quand une représentation maîtresse et fondatrice se met à vaciller, on peut avoir l'impression que ce qui y était représenté, imaginé et symbolisé se met aussi à vaciller (...) Tout ne s'achève pas, ni le monde ne se termine ni l'histoire ne s'arrête : c'est juste une représentation qui prend fin, pas plus, pas moins (...) Le monde ne se termine pas avec nous (...) ». (p.118).

Pour récapituler, ce n'est pas notre société qui s'effrite, car vivre dans toute société est difficile : c'est le social en tant que notre mythe structurant : « contrairement à ce que des évidences tenaces font croire, ce ne sont pas nos sociétés contemporaines qui vacillent, qui se trouvent de tous les côtés : nous vivons, certes, dans des sociétés dures et difficiles, et dans une époque explicitement tragique, mais j'insiste, cela vaut pour toute société et pour toute époque, si l'on se trouve dedans, si l'on y vit... Ce qui s'étire et se délie, c'est la fiction agissante qu'est le social. Un de nos mythes les plus chers donne à lire, de plus en plus visiblement, sa nature : mythique. Que le social s'étire, s'effiloche, que sa performance explicative s'amointrisse, c'est là le destin nécessaire de tout mythe. Nombre de civilisations en font et en feront encore la douloureuse expérience » (p.118-119).

### 5. Quoi de neuf ? (p.119)

Il faut réaliser que « nous ne vivons pas au Paradis » (p.119), et que « la problématique religieuse peut (...) donner lieu à une variante fidéiste ou croyante (religiosité positive, affirmée), ou bien à une variante laïque, soit une **éthique sociale** : morale religieuse laïcisée cherchant ses repères, non plus aux ciels, mais sur la terre... » (p.120). Éthique sociale et éthique religieuse sont « aux antipodes, aux deux extrêmes opposés... d'une problématique commune, d'une communion (!) d'intérêts » (p.120). On peut questionner les liens entre religion, psychanalyse et les « rets du social » dans lesquels cette dernière est prise (p.120-121).

## V) Définir le social ? (p.123)

### ❖ Robert Castel, « Les deux sens du social » (p.125-136)

Le contexte a effectivement l'air d'un « borbier » mais « nous sommes condamnés au bricolage ». Il aimerait proposer un « petit modèle théorique » pour faire avancer la réflexion. Il n'est cependant pas praticien du





social, et il n'existe pas non plus selon lui de sociologie du « *secteur social* » (pas de la manière dont il existe une « *sociologie de l'éducation, de la religion, du travail (...)* ». L'avantage est qu'on peut encore « *bricoler un peu* » (p.125).

Il estime d'abord que le social comporte deux questions (p.126) :

- « **un premier groupe de sens du social**, ce serait cet ensemble d'interventions spéciales, de pratiques particulières qui prennent en charge des populations elles-mêmes diverses mais exonérées de l'obligation de travail. Pouvoir être assisté signifie généralement qu'une déficience provisoire ou définitive rend la personne incapable de subvenir par elle-même à ses besoins »
- « **un deuxième groupe de sens du social** » concerne des populations « *démunies* » mais dans un rapport complexe au travail : « *c'est la question de l'indigence valide qui renvoie à une problématique du travail plutôt qu'à une problématique des secours. Question beaucoup plus difficile et dont la "solution" s'est fait beaucoup plus attendre (...) car l'indigent valide est placé dans une situation contradictoire, sinon littéralement invivable : obligation de travailler et impossibilité de trouver par le travail de quoi satisfaire ses besoins* ».

Comme le montre l'exemple du « *mendiant* » qui rejoue constamment les tensions entre valide et invalide à travers les siècles, « *ces deux formes de la question sociale ont coexisté, ont cheminé ensemble et se sont contaminées* » (p.126).

Telle est la première hypothèse de réflexion : « *rapport au secours – rapport au travail, pour désigner deux zones principales du social, la constellation de l'assistance et la question de l'intégration ou de la non intégration par le travail* ». La deuxième hypothèse est que « *ce clivage à la fois se transforme et se conserve sur la longue durée* », comme le montre la distinction entre insertion professionnelle et insertion sociale dans la loi sur le RMI (une de ses principales « *ambiguïtés* » et « *difficultés fondamentales* ») (p.127).

Dans toute société il y a une « *handicapologie* » (p.127), c'est-à-dire une prise en charge des indigents. Celle-ci est plutôt négative, notamment pour les valides au travail : « *les miséreux ont rarement été bien traités dans l'histoire, mais cette espèce d'inaptes au travail a toujours été traitée tant bien que mal, et reconnue comme relevant légitimement d'une problématique des secours* », cela dès le XIV<sup>ème</sup> siècle (p.128).

À l'époque et notamment suite à la Peste de 1349, des textes législatifs dans plusieurs pays européens tentent de prendre en charge l'indigence valide : « *ces textes n'ont pas du tout pour objectif l'assistance, mais le maintien de l'organisation traditionnelle du travail* » en s'adressant à un « *prolétariat des villes et des campagnes* » (p.128-129).

Les ruraux chassés par les conditions de vie difficiles grossissent au XVI<sup>ème</sup> « *le flot des mendiants et des vagabonds* », c'est l'émergence d'une « *question sociale massive* ». Ces gens sont des gens de « *petits métiers* » en quête de travail. Cependant, « *la question sociale dans les sociétés d'ancien régime n'est pas la question de la pauvreté* », qui n'a pas de sens dans ces sociétés : « *c'est l'indigence qui pose question* » (p.130).

Il y a une « *indigence intégrée* », exonérée de travail et assistée si elle est domiciliée. Mais l'indigence valide questionne davantage (les vagabonds) (p.130-131) : « *ce qui tient lieu d'interventions sociales, de politiques sociales dans les sociétés d'ancien régime (distribution d'aumônes et des secours à l'hôpital ou à domicile, contrôle ou interdiction de la mendicité, répression du vagabondage, création d'ateliers de charité, etc...), toute cette masse énorme de réglementations et de pratiques laisse apparaître ce clivage, et en même temps un entrelacement des recoupements partiels entre ces deux questions (...) cette double problématique du travail et des secours qui se dissimule sous le social* » (p.131).

Dès la Révolution de 1789 on estime que l'organisation du travail doit être réformée pour favoriser l'intégration des indigents valides, mais on ne parvient pas à réformer assez profondément : la loi Le Chapelier voulait garantir un libre accès au travail mais ne permet pas « *l'autosuffisance des travailleurs* ». La révolution industrielle engendre le « *paupérisme* » du fait de l'exploitation, de la « *misère des masses, démoralisation et désocialisation complètes du prolétariat naissant* ». C'est ainsi que « *l'expression de "question sociale" apparaît vers 1830 dans les eaux du catholicisme social, et cela devient le problème de la misère travailleuse et de la marginalisation de la frange inférieure de la classe ouvrière (= classe dangereuse)* » (p.132).

La III<sup>ème</sup> République intervient au nom du solidarisme sur les deux registres du travail et des secours : « *les indigents invalides bénéficient désormais d'un statut de droit (ce n'est certainement pas négligeable), mais les*



*indigents valides (principalement les travailleurs sans emploi ou sous employés) continuent à être exclus de ce qui devient le droit social* ». L'assurance apporte une solution partielle mais implique que le salariat soit généralisé et que l'on ait le plein-emploi. En parallèle, « *l'assistance traditionnelle va se prolonger en aide sociale en développant des modalités d'intervention de plus en plus sophistiquées* » (p.133). Ainsi, jusque dans les années 1970, « *on pouvait comprendre la protection sociale comme l'articulation de cette double constellation de l'assurance généralisée et de l'assistance modernisée* » (p.133-134). Le contexte est désormais différent.

On observe désormais une montée du chômage et une « *précarisation du travail* » qui questionne ce modèle de protection sociale : « *une condition salariale forte jouait un rôle intégrateur fondamental dans la société et assurait la protection d'un maximum d'individus contre les risques sociaux majeurs. S'il est vrai, et c'est ce qui est à l'arrière-plan de mon propos, que la maîtrise du vieux problème de la désorganisation sociale passait par cette promotion d'un salariat stable et assuré, il n'est pas étonnant que la fragilisation de cette condition salariale provoque une remontée de la vulnérabilité sociale* » (p.134). Une « *brèche* » s'est ouverte entre l'assistance et l'assurance, qu'essaient de colmater des dispositifs tels que le RMI, afin de répondre à la question qui se pose à nouveau : que faire des indigents valides ? « *On ne peut plus les traiter comme des "inutiles au monde", on est quand même dans une société démocratique et on ne va pas réinventer les galères encore que peut-être, on ait réinventé la galère, ce mélange d'instabilité sociale, de relation erratique à l'emploi et de désespérance personnelle...* ».

De ce point de vue, « *l'insertion peut être lue comme une tentative pour surmonter, tout en la conservant d'ailleurs, cette dichotomie entre la logique de l'assurance et la logique de l'assistance (...)* ». Reste à trancher la question : « *insertion sociale et professionnelle ou bien insertion sociale ou professionnelle ?* » (p.135). En effet, vu le marché de l'emploi, l'insertion professionnelle n'est pas possible pour tout le monde, et on l'a recours à l'insertion sociale : « *mais comment faire pour que celle-ci ne soit pas une forme d'assistance qui n'ose pas dire son nom, mise en place tout en sachant qu'on ne parviendra qu'à des bricolages dérisoires ?* ». Le RMI est une « *mesure limitée mais positive* », mais la notion d'insertion sociale est « *profondément ambiguë* ». On pourrait dire des choses similaires sur de nombreux autres aspects actuels des dispositifs sociaux (politiques incitatives, politiques transversales, contractualisation, stagirisation...) (p.136).

### **Discussion (p.137-147).**

Pour Castel, « *(...) l'application du RMI porte la nostalgie de l'intégration par le travail* », et on peut regretter que d'autres types d'activités que l'emploi ne soient pas reconnues (p.137) : « *Il faudrait repenser en dehors de ces catégories du productivisme* » cependant vu l'exclusion que génère l'absence d'emploi pour ceux qui en sont victimes, « *on ne peut considérer comme une idée périmée l'importance du travail* » (p.138).

Pour S. Karsz, « *la persistance du social à travers les âges* » serait une sorte de « *"forme" plus ou moins universelle qui se réaliserait dans l'histoire à la faveur de contenus plus ou moins changeants...* » (p.139). Cependant le risque à considérer que le social est partout est qu'on le rend « *indécidable* » et difficile à repérer concrètement, car on en fait « *un concept universel et une pratique diffuse* » (p.140).

Castel répond qu'il y a des sociétés « *sans social* » dans le sens où c'est la « *sociabilité primaire* » (voisinage, filiation...) qui remédie aux « *dysfonctionnements* ». Il n'y a du social que lorsqu'il y a « *interventions spécialisées et technicisées* », autrement dit « *un corps spécialisé* » (p.141). Actuellement du fait de l'industrialisation il n'y a plus le problème du vagabondage comme au XVIème siècle mais il y a une problématique analogue avec le paupérisme. Avec la société post-industrielle, on se rend compte qu'une partie de la main d'œuvre est flottante, et la question sociale évolue encore (p.142).

Pour qu'il y ait du social il faut qu'il y ait un « *problème social* » et des institutions qui cherchent à le prendre en charge : « *il ne peut y avoir de social lorsqu'il n'y a pas de problèmes sociaux, c'est-à-dire lorsque certains dysfonctionnements sont pris en charge sans qu'il y ait recours à des interventions spécialisées (...)* Si les problèmes n'étaient pas embêtants, ils ne donneraient pas lieu à des interventions spéciales (...) Ce qui tient lieu de social, ce sont les réponses à cela (ce qui ne veut pas dire que ce soient des réponses adéquates). J'aurais tendance à dire que le social apparaît quand un problème émerge, qui dérange » (p.142-143). S. Karsz rebondit en prenant l'exemple de la toxicomanie, qui est une « *construction sociale* » (p.143-144).



Castel synthétise : « *le social existerait donc à partir du moment où une société ne peut plus autoréguler d'une manière relativement informelle certains de ses problèmes, et que cela exige des interventions spéciales qui sont souvent des interventions politiques par l'intermédiaire de l'État, mais qui ne passent pas nécessairement par l'appareil d'État* » (p.144).

L'évolution de la question sociale est étroitement liée à celle de la condition salariale, elle ne vient pas seulement de la répression du vagabondage : « *si généalogie il y a derrière cela, ce serait la généalogie de la promotion de la condition salariale. Dans les sociétés dites d'ancien régime, quels sont les pauvres types, les précaires, les vulnérables, les persécutés ? Souvent, les salariés, la frange la plus instable et la plus démunie dans ce type de formation sociale. Peu à peu, le salariat à travers des péripéties s'affermir et à lui deviennent attachés des garanties et des droits. C'est cela la sécurité sociale, et c'est à partir de là qu'on sort de cette situation de précarité, de vulnérabilité qu'était la condition du peuple, et c'est par cette ligne de la promotion de la condition salariale qu'est trouvée la solution au problème auparavant insoluble de l'indigence valide. En même temps, cette "solution" qui passe par le droit au travail, les droits sociaux, etc., cesse d'être à connotation essentiellement répressive, - ce qui ne signifie pas qu'elle soit généreuse ou désintéressée, ni que la condition salariale soit paradisiaque* » (p.145).

❖ Saül Karsz, « Le social, entre généalogie et histoire » (p.148-156)

Comme le confirme la présentation de Castel, il est urgent de travailler sur le social et plus seulement dans.

1. Un modèle explicatif : la reconstitution généalogique (p.148)

La démarche généalogique renvoie à l'archéologie de Foucault : elle « *identifie des répétitions, des récurrences, des parentés souterraines, des filiations communes (...)* » (p.148-149). La démarche généalogique « *elle se sert du présent comme grille de lecture du passé (...)* La reconstitution généalogique aurait tendance à dérouler le passé-du-présent, plutôt que le passé dans ce que ce dernier aurait de spécifique et par conséquent tragique, c'est-à-dire d'irréparable après coup, d'irréductible à toute autre chose (...) » (p.149). Il en résulte des « *homologies structurelles* » comme dit Castel, qui montre qu'il n'y a pas de « *génération spontanée* », mais dont on peut questionner si elles sont davantage que « *des analogies, des comparaisons, des points de repère* » (p.149-150).

2. A propos de la généalogie du social (p.150)

Il ne suffit pas qu'il y ait de la pauvreté pour qu'émerge le « *problème-social-de-la-pauvreté* », il faut qu'elle soit signifiante : « *l'ordre naturel implique la résignation ou tout au moins l'acceptation, l'ordre social suppose la revendication et réclame des prises en charge. Là, la charité, ici l'action sociale* » (p.150-151). Par conséquent, « *si, de leur côté, la charité et l'aumône sont des ancêtres incontournables de la relation d'aide et de la prise en charge constitutives du travail social, il ne s'agit surtout pas de la même chose, de la même structure théorique et institutionnelle, ni des mêmes pratiques non plus (...)* ».

Le social est le « *metteur en scène* », le « *signifiant-maître* » des prises en charge des populations, ce qui rend indispensable d'en « *identifier la logique, les composantes (...)* » (p.151). Il est important de distinguer lorsqu'un problème est qualifié de social ou de non-social car cela influe le « *mode de connaissance* » et les « *modes d'intervention* » sur ce phénomène : « *qualifier un problème de **social** suppose nécessairement de le représenter et d'y intervenir d'une certaine manière (...)* ce n'est jamais gratuitement qu'un problème devient social ou cesse de l'être » (p.153).

3. "Le vieux problème de la désorganisation sociale" (R. Castel) (p.154).

Les notions de « travail » et de « rapports de production » ne sont pas équivalents, la première était plus contingente et la seconde pouvant apparaître « *omnihistorique* » et renvoyer à un « *vieux problème* », celui de « *la conservation ou de la transformation des places occupées dans le processus de production* » (p.154). Le RMI montre qu'une insertion indépendante du travail apparaît possible, les « *contrats* » et « *projets* » qui lui sont accolés visant la « *mise en condition (...)* en vue d'un faire possible : l'esquisse d'un habitus (...) » (p.154-155). Ainsi, « *l'insertion sociale n'est peut être pas un succédané de l'insertion professionnelle, mais au contraire sa vérité, sa cible effective. Contrairement à des malentendus tenaces, il ne s'agit pas, pour les rmistes, de s'insérer dans ce qu'on appelle le marché du travail, mais de réussir – par contrats de réorganisation des conditions de vie interposés – ce que d'autres obtiennent par le travail ou encore par des*



rentes : occuper une place dans les rapports de production qui contribue à la reproduction de ceux-ci ». Cela explique qu'on accuse ce dispositif de favoriser « l'oisiveté », comme lorsqu'on attaquait l'assistance en son temps (p.155).

4. Pour (ne pas) conclure... (p.156)

*« Il devient en effet de plus en plus clair qu'une analyse théorique aussi argumentée que possible est bien la condition sine qua non pour que des pratiques plus assurées voient le jour, et pour que les indispensables redéploiements institutionnels et professionnels mobilisent autre chose que des émois médiatiques ou des mises à jour technicistes. Indépendamment des points d'accord et des points de désaccord quant aux contenus de cette analyse, l'exigence de **savoir ce que social veut dire** – savoir, et non plus imaginer, avoir l'intuition, ou encore vivre et pratiquer le social – se fraye, lentement mais sûrement, une voie » (p.156).*

